

**Nations unies - Libye - Intervention
du représentant permanent de la
France auprès des Nations unies -
Conseil de sécurité**

(New York, 16 novembre 2017)

Monsieur le Président, Monsieur le Ministre,

Je remercie le représentant spécial Ghassan Salamé pour son exposé particulièrement éclairant et tiens à saluer la poursuite de ses efforts dans la recherche d'une solution politique, qui est, faut-il le rappeler, la seule voie possible en Libye. Je remercie également le représentant permanent de la Suède pour son exposé très utile sur les travaux en cours du comité de sanctions. Pour la France, Monsieur le Président, le succès en Libye passe par deux exigences complémentaires : le maintien de l'unité du conseil de sécurité en soutien des efforts du représentant spécial Ghassan Salamé pour renforcer la dynamique politique en cours, mais aussi la responsabilisation accrue de tous les acteurs Libyens qui doivent s'approprier ce processus politique et reprendre leur destin en main.

Monsieur le Président,

Sur le plan politique, nous continuons d'apporter notre plein et entier soutien au représentant Spécial Ghassan Salamé, dans la tâche difficile qui est la sienne. Et je voudrais saluer son engagement exemplaire. Les consultations entre les deux chambres lancées à Tunis en septembre ont permis de parvenir à un consensus sur des points essentiels, notamment sur la réforme du Conseil présidentiel. Les progrès enregistrés à Tunis restent à finaliser lors des prochaines étapes du plan d'action et notre soutien commun à M. Salamé est crucial à cette fin.

La réussite de ce plan d'action nécessite, c'est un point essentiel, une responsabilisation accrue de tous les acteurs libyens. Nous encourageons le dialogue entre l'ensemble des acteurs dans le cadre de la médiation de M. Salamé, qui est la seule valable. Nous souhaitons que tous ceux qui, en Libye, pèsent sur le processus de réconciliation nationale, s'engagent sincèrement et résolument auprès du représentant spécial pour mettre en oeuvre les différentes étapes de son plan d'action : la révision de l'accord de Skhirat par le Conseil d'État et la Chambre des représentants, la tenue d'une conférence nationale inclusive, la préparation pour les élections et l'adoption de la constitution.

Dans ce contexte, la France déplore les stratégies individuelles qui ont conduit certains protagonistes à prendre en otage le processus de révision de l'accord de Skhirat, comme le ministre Le Drian a eu l'occasion de le rappeler aux intéressés. La communauté internationale doit exercer toute son influence auprès des responsables libyens, pour qu'ils s'engagent dans le processus politique de manière responsable et sans ambiguïté.

Nous rappelons à cet égard que l'accord de Skhirat demeure le seul cadre valide et légitime de toute négociation, pour aller au terme de la transition, avec comme horizon la mise en place d'un cadre constitutionnel et l'organisation d'élections.

Il faut par ailleurs continuer à le marteler: il n'y a pas de solution militaire en Libye. Vaincre durablement le terrorisme dans ce pays et répondre aux défis des migrations passent par une solution politique, laquelle doit permettre la réconciliation nationale et la restauration d'un État qui contrôle l'intégralité de son territoire.

Monsieur le Président,

Nous sommes très préoccupés par la multiplication des exactions et la détérioration de la situation sécuritaire dans plusieurs localités en Libye, à travers le pays, que ce soit les récentes frappes sur Derna, ou la découverte d'un charnier à Al Abyar dans la région de Benghazi. La lutte contre les groupes terroristes listés par les Nations unies est une priorité bien sûr, mais il faut aussi assurer la protection des populations civiles. Seule l'union de toutes les forces libyennes permettra de lutter efficacement contre le terrorisme, de sécuriser les frontières et de démanteler les réseaux de trafic de migrants. C'est pourquoi la construction d'une architecture nationale de sécurité unifiée sous l'autorité du pouvoir civil est une priorité absolue en Libye.

Au-delà de la dimension sécuritaire, la question économique et humanitaire est également essentielle, comme l'a éloquentement souligné M. Salamé dans sa présentation. La situation des Libyens, notamment des classes moyennes libyennes, se détériore rapidement ; cela n'est pas tenable. Les ressources pétrolières libyennes doivent rester sous le contrôle exclusif du gouvernement d'entente nationale et de la compagnie pétrolière nationale de Tripoli, seule légitime, pour le bénéfice de tous les Libyens conformément aux résolutions de ce Conseil. Nous devons préserver et renforcer les mécanismes de sanctions, dans le cadre de l'embargo sur les armes comme de la lutte contre les flux illicites de pétrole, en appui au processus politique. Il s'agit aujourd'hui également de mettre fin à l'économie parallèle, comme l'a dit M. Salamé l'économie de prédation, qui se nourrit des divisions politiques et du conflit. Nous rappelons que ce Conseil doit pouvoir prendre toutes les mesures nécessaires contre les individus et contre les entités qui menacent la stabilité de la Libye. Nous devons continuer à encourager le dialogue entre le Conseil présidentiel et les institutions économiques et financières.

Monsieur le Président,

Nous sommes consternés par les traitements déplorables dont sont victimes les migrants qui transitent par la Libye. C'est un défi supplémentaire pour les autorités libyennes, mais aussi pour la communauté internationale. La France appelle donc les autorités libyennes à tout mettre en oeuvre pour que les migrants soient traités dignement et à renforcer leur coopération avec le HCR et l'OIM. Les violences et mauvais traitements dont sont victimes les migrants en Libye sont insoutenables. Il s'agit d'une priorité de premier plan en matière de protection des droits de l'Homme et de lutte contre la criminalité organisée. Le renforcement des institutions nationales et le développement d'alternatives économiques aux trafics sont essentiels pour y parvenir.

Nous souhaitons enfin insister sur l'importance pour la Libye de remplir son obligation de coopérer avec la Cour pénale internationale afin de remettre les personnes sous mandat d'arrêt. Ce serait un signal important de l'engagement des parties libyennes en faveur de la lutte contre l'impunité, qui est essentielle pour préserver la confiance de la population libyenne dans son propre État. Les crimes qui continuent de se produire en Libye ne doivent pas rester impunis. C'est une condition de la justice mais aussi de la réconciliation et de la paix.

En conclusion, Monsieur le Président, je voudrais, au nom de la France, souligner l'urgence de poursuivre la mise en oeuvre du plan d'action de M. Salamé. Tous nos efforts communs doivent converger en ce sens. Les Libyens, comme la communauté internationale, ont intérêt à voir la Libye avancer sur la voie de la réconciliation nationale et du consensus politique. Notre unité et notre engagement commun sont plus indispensables que jamais pour y parvenir et pour franchir les différentes étapes du plan d'action. Il est important, dans ce contexte, de préserver les moyens de la MANUL, pour qu'elle puisse mener à bien les missions qui sont les siennes.

Je vous remercie./.